

RÉFORMISME ET COLLABORATION...

«Le propre du réformisme, c'est de s'adapter au régime dans lequel il vit» écrivait Pierre Monatte dans sa brochure de 1946 «Où va la C.G.T.?». Ce qui n'était pas un reproche mais un constat, certes amer mais lucide. Il reconnaissait que cette pente était naturellement suivie par des syndicats entraînés vers le réformisme par la nécessité de leur effort journalier, efforts qu'ils ne pouvaient négliger puisque c'était leur tâche immédiate. Aujourd'hui, on délaisse encore plus «l'autre besogne du syndicalisme». Parfois, sans le vouloir ou même sans le savoir. Mais parfois aussi au nom d'une «efficacité réformiste» qui serait une fin syndicaliste en soi, étant entendu par ceux-là que la lutte de classe, l'émancipation intégrale par la disparition du salariat et du patronat auraient sombré définitivement avec le système soviétique.

Vive le réalisme et le pragmatisme, la soumission à l'ordre divin, qui a donné à l'humanité le capitalisme pour attendre le plus confortablement possible le jugement dernier par lequel les premiers seront les derniers. C'est connu: la misère, la guerre, bref la souffrance, c'est le diable planqué dans les détails. Car cette «chose nouvelle» (*res nove* en latin qui décline en *rerum novarum*) profite bien à quelques malins pêcheurs qui préfèrent tenir la richesse et la gloire ici bas en exploitant leurs semblables que la courir dans un au-delà tout à fait hypothétique. Soyons plus soumis à ce seigneur et tout ira mieux est une réponse proposée.

A cette réponse, les horribles mécréants qui n'ont ni Dieu ni maître opposent une conception où l'être humain n'est pas l'instrument ou le jouet d'un maître immatériel de l'univers. Dès lors, le salut n'est pas à attendre en prières et en bonne conduite mais à construire. Ce ne sont pas nos pieux esclavagistes qui le feront, la philanthropie ayant ses limites. Si la classe exploitée veut s'en sortir, elle ne peut le faire que par le renversement de l'édifice: dieu, capitalisme, état, armée; dans cet ordre.

D'où le syndicalisme assis sur l'aspiration à «l'émancipation intégrale des travailleurs» (*Charte d'Amiens*), par le moyen «d'abolition du salariat et du patronat» (art. des statuts de la CGTFO). Et parce qu'il faut bien vivre et survivre pendant cette phase de préparation, il n'est pas idiot d'essayer d'améliorer sa condition matérielle et morale, de la reformer, d'autant que cela devrait faciliter l'éducation à l'objectif révolutionnaire. S'il n'est pas cela, qu'est le réformisme? De l'accompagnement pur et simple. Servile même. Sans l'aspiration émancipatrice athée, le réformisme n'est que la correction des imperfections créées par l'homme dans l'ordre divin. C'est tout le sens de l'encyclique du Léon numéro 13 des catholiques romains qui, ne dénonçant que les conséquences malines de la chose nouvelle (*rerum novarum*) de son époque, en prophétise le remède: l'intégration dans un tout salvateur, c'est-à-dire le corporatisme, la collaboration des classes contre la lutte de classe et le syndicalisme, ou autrement dit l'association capital travail.

Or, de l'accompagnement à l'intégration, ou à la «collaboration», il n'y a qu'un petit pas, tout tracé par le chef chrétin, et déjà franchi aisément aux heures difficiles. C'est ainsi que le confédéré Belin, chef de file de la tendance «Syndicats» dans la CGT réunifiée, devint Ministre du Travail du gouvernement Pétain le 2 juillet 1940. Rien de subit dans cette trahison, mais plutôt l'entraînement du syndicalisme au bas d'une pente: lutte de tendances et scission en 1939 dans la CGT mal réunifiée, pleins pouvoirs constitutionnels donnés à Pétain en juillet 1940 par l'Assemblée élue en 1936, décret de dissolution des confédérations syndicales le 9 novembre 1940, *Charte du Travail* le 4 octobre 1941.

Remonter la pente ne fut pas simple: manifeste des douze le 15 novembre 1940 (texte d'union CGT/CFTC sur lequel il y aurait beaucoup à dire, même si il fut un acte d'opposition politique qui engagea la tendance Jouhaux dans la résistance), fondation de *Résistance ouvrière* en 1941 puis de *Libération Nord* (dont fut Bothereau), réunification clandestine de 1943, congrès de 1946, scission de 1947 et création de la CGTFO en 1948.

Dans tel congrès d'une Fédération FO à Paris dernièrement, l'on a pu entendre une affirmation péremptoire: «le libéralisme économique dans lequel nous nous trouvons est indiscutable». Derrière la reconnaissance d'apparence pragmatique d'une situation de fait se cache en réalité une allégeance critique mais

absolue à une vérité définitive donc indiscutable qui légitimerait une Europe, ses critères de convergence meurtrière et sa future constitution impériale.

Sous couvert de s'adapter au régime, c'est le régime qui est adopté et finalement imposé. Il y a certes un pas à franchir, mais un seul et pas si grand qu'il pourrait paraître. Le franchir nécessite sans doute de reléguer la *Charte d'Amiens* dans les poubelles de l'histoire, ne serait-ce qu'en déléguant la référence à celle-ci au niveau supérieur, en l'occurrence confédéral, en bonne application de la subsidiarité. Ce qui est déjà accompli.

Il est temps pour la CGTFO de se disposer contre ce danger qui la gangrène de plus en plus ouvertement. C'est la condition de son existence. En 1992, la CGTFO avait un slogan: «*réformiste dans sa pratique, révolutionnaire dans ses aspirations*», manière de rappeler que la *Charte d'Amiens* n'est pas qu'une charte d'indépendance mais aussi et avant tout une feuille de route.

Pierre FERME.

L'HOMMAGE À JEAN-PAUL NEAU

Nous avons perdu un ami et un camarade... Le 19 août 2004 Jean-Paul NEAU est mort. Le 23 août, l'Union Départementale C.G.T.F.O. du Maine-et-Loire a organisé un rassemblement au cours duquel, Daniel JURET, Roger VALLADON et Marc BLONDEL lui ont rendu hommage. On trouvera ci-dessous des extraits du discours prononcé par Daniel JURET.

Alexandre HÉBERT.

Camarades et Amis,

C'est avec beaucoup d'émotion que je prends la parole pour rendre hommage à notre Secrétaire Général, à notre camarade et ami Jean-Paul NEAU. Je le fais au nom du Bureau de l'Union Départementale que Jean-Paul a animé, organisé, dirigé depuis près de 29 ans!... Ses obsèques se sont déroulées ce matin, avec une incinération au crématorium de Montreuil-Juigné, dans la stricte intimité familiale, selon la demande de Jean-Paul, il y a plusieurs mois, auprès de sa famille. Ainsi, malgré son courage, sa fureur de vivre, la maladie a finalement réussi à l'emporter.

Pendant ces derniers mois, avec la détermination que nous lui connaissons tous, il a fait face et a combattu, il a résisté pied à pied, avec acharnement pour différer l'inéluctable.

Face à la maladie aussi, son courage et sa dignité sont pour tous un exemple, comme son questionnement permanent sur le sens de la vie et la place que nous devons y occuper. Déjà, au Comité Confédéral National de Besançon, ville horlogère, en septembre 2001, alors qu'il relevait de maladie, Jean-Paul débütait son intervention en ces termes:

«Inlassablement, depuis des millénaires, s'accomplit - mouvement unique - le flux et le reflux des marées humaines. Inlassablement, se confrontent les rêves d'humanité, à l'Humanité qui s'entredéchire d'intérêts et de pouvoirs antagonistes dans un quotidien où comme aujourd'hui, la violence et l'horreur atteignent leur paroxysme. Que sera demain, dans ce monde dont Marc nous a tracé, à grands traits, ce matin, le délire de la nouvelle économie et les crashes institutionnels et sociaux de pays tels que la Turquie et le Brésil, l'Argentine et le Japon, ces phares qui n'étaient que des feux follets des naufrageurs de l'humanité. Quels déchirements, quels combats à venir quand pour survivre à la désespérance, il n'est plus d'autre espérance que la violence ?

Face à ce monde là, le mouvement syndical international, je veux dire la CISL, je veux dire la CGTFO prétend apporter une autre réponse par de vrais droits, pour les travailleurs dans le cadre d'Organisations indépendantes et d'institutions politiques laïques réellement démocratiques».

Nous avons voulu honorer sa mémoire sur cette place Léon Louhaux, dénomination pour laquelle il a œuvré auprès du Maire de la ville à l'époque et devant la salle Fernand Pelloutier de la Bourse du Travail. Chacun l'aura compris, la vie de Jean-Paul comme syndicaliste est placée dans la continuité de l'action de Pelloutier et de Jouhaux pour l'indépendance syndicale... Ce rassemblement, devant la salle Pelloutier, c'est aussi le témoignage de la mise en œuvre par Jean-Paul de ce qu'écrivait Fernand Pelloutier en 1899 dans

sa célèbre «Lettre aux Anarchistes»:

« Nous sommes des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître, sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même».

Cette détermination, Jean-Paul aimait à la rappeler comme au *Comité Confédéral National* de Maçon en juin 1997 où il disait:

«On peut militer depuis trois décennies, être Secrétaire d'U.D. depuis près d'un quart de siècle et n'en pas moins ressentir, sans jamais être blasé, des instants qui justifient les choix, les actes et les combats auxquels nous participons»...

Au CCN de Maçon en juin 1997, il posait clairement les problèmes, qui, reconnaissons-le, sont devenus au fil des années, d'une actualité brûlante. Jean-Paul déclarait:

«Eh bien parlons, discutons, interrogeons, répondons. Faisons-le dans cette instance et clarifions sans équivoque ce qui nous rassemble ou ce qui nous sépare. Faisons-le justement dans cette période cruciale de notre histoire où se joue, et pas seulement en France, l'avenir des travailleurs: face à la compression des salaires et à la déréglementation face au démantèlement de la protection sociale et de nos institutions républicaines face aux choix entre syndicalisme subsidiaire, voire serpenteur et syndicalisme indépendant, syndicalisme qui n'oublie pas sa raison d'être.

- Faut-il taire ce que nous constatons ou bien le combattre?

- Faut-il accepter l'idéologie de baisse du coût du travail et de son partage largement appliqués dans notre pays sous l'égide d'organisations qu'enlacent et embrassent certains qui se prétendent de nos syndiqués.

- Faut-il accepter l'étatisation-privatisation de la Sécurité Sociale ou continuer comme nous l'avons fait en novembre-décembre 1995 et comme le pense une majorité de salariés, vouloir reconstruire une vraie sécurité sociale, libre de l'État, libre de ceux qui, à l'extérieur comme à l'intérieur de l'institution, et là comme ailleurs, poursuivent leur infâme travail de destruction, de rationnement et d'inégalité.

- Faut-il subir une réforme de l'État des Services Publics et des monopoles dont je retrouve l'exacte définition dans un livre de 1923 qui a lui seul était déjà tout le programme d'une Europe palatine - son titre: «MUSSOLINI BATISSEUR D'AVENIR».

- Faut-il encore accepter n'importe quoi au nom de l'Europe ou vouloir nous inscrire dans une pratique de progrès social international?

Vous savez! «La France enfin intégrée à l'Europe», «une France socialement organisée dans une Europe réorganisée», cela a déjà existé! C'était au temps du syndicalisme de BELIN et du journal «SYNDICAT». Au temps du syndicalisme de «l'ATELIER» un titre qui justement s'exprimait ainsi en son numéro du 8 mai 1943. Il y avait même une relation de la 1ère fête européenne du travail à BERLIN avec, en prime, le discours du maréchal».

Camarades et Amis, au terme de cette vie de dévouement à la classe ouvrière, les militants et les salariés conserveront l'image d'un militant attaché à la démocratie, à la laïcité, à la classe ouvrière. Poursuivre son combat en conservant sa mémoire, sera sans doute le plus bel hommage au militant et à l'ami en ayant conscience de ce que Jean-Paul rappelait en concluant son intervention au *Comité Confédéral National* de Clermont-Ferrand en juin 1998, en citant Richelieu: *«Le soleil ne cesse de briller dans le ciel, nonobstant les abois de ceux qu'il ne se lasse d'éclairer».*

ÉLUS DU PERSONNEL...

L'implication des syndicats dans la gestion des entreprises était l'un des objectifs du régime de Vichy, avec notamment la loi *«d'association capital-travail»*, reprenant ni plus ni moins la doctrine sociale de l'Eglise catholique. Cette théorie, abandonnée après guerre, a été reprise avec les lois dites *«Auroux»*, et notamment la DSP, loi dite de *démocratisation du service public*. Cette loi avait été rejetée par la seule CGTFO au motif que les administrateurs élus par le personnel ne pouvaient pas parler au nom de leur organisation, et surtout, ne pouvaient avoir aucun mandat de représentation du syndicat et du personnel, et ont l'interdiction de siéger dans des négociations. Cela étant, au nom du refus de la politique de la chaise vide, les syndicats

CGT FO, comme les autres, avaient tous présenté des candidats dans les entreprises publiques, le dernier à «résister» étant le syndicat CGT FO de l'Aéroport de Paris, établissement public aujourd'hui en voie de privatisation.

La direction d'ADP a toujours été à la pointe de l'intégration des syndicats, avec notamment l'association des syndicats au projet d'entreprise, dès 1983. Et les administrateurs, pour la plupart, notamment CGC, autonomes (aujourd'hui UNSA), mais aussi CFDT, et, plus discrètement, comme nous le verrons, CGT, n'avaient certes pas le droit de s'exprimer au nom de leur organisation, mais ne se gênaient pas pour servir de courroie de transmission entre l'appareil d'état et les syndicats au travers des Présidents, dont les célèbres Marion et Fleury. Comme à EDF-GDF, on pouvait lire, dans une déclaration faite par l'administrateur CGT d'ADP, que le syndicat majoritaire se prononçait pour une «*certaine modernisation*» des aéroports. Au moment où cette déclaration était faite, nul ne pouvait savoir, sauf le gouvernement, que le projet de loi de privatisation d'ADP avait été pompeusement baptisé «*loi de modernisation des aéroports*». C'était clairement un signe de la CGT qui subitement a décidé de rompre l'unité réalisée contre le changement de statut d'ADP, et de magouiller avec les patrons pour éclater les instances représentatives du personnel pour accompagner l'éclatement de l'établissement public.

Le Conseil d'Administration est un haut lieu d'intégration des syndicats puisque, la première façon de détruire toute forme de résistance a été pour le Président «*d'associer les administrateurs à la rédaction du projet de loi*». Le 17 juin, jour où le gouvernement avait demandé au Président de présenter le projet de loi au Conseil d'Administration puisque celui-ci ayant fixé le cahier des charges, basé sur la «*lettre de mission*» du gouvernement, la CGT FO a fait savoir qu'elle appellerait à la grève et à manifester devant le CA le jour de sa présentation. Le président a décidé d'annuler cette présentation ce 17 juin, et à la place, il a organisé une «*grande bouffe*» avec les administrateurs pour remercier ces messieurs les administrateurs à l'issu de leur mandat. Ils prétendent tous qu'ils ont été officiellement informés le 7 juillet de la convocation du CA le 9 juillet pour présenter le projet de loi, et, comme par hasard, les représentants de la CGT maîtrise et CGTFO étaient en congés! Toujours est-il que pas un seul de ces messieurs les administrateurs du personnel n'a donné le projet de loi à son organisation syndicale et tous ont respecté la «*loi du silence*» au motif que ce n'était pas très «*républicain*» de publier un projet de loi avant que le Conseil d'état ne le valide.

Le président avait en revanche autorisé les administrateurs à faire des commentaires et les seuls commentaires publics ont été, en deux mois, de la part des administrateurs de la CGT FO, bien «*vérifier*» que le maintien du statut du personnel figure dans la loi. Cette position était celle des syndicats CFE-CGC et UNSA il y a un an, position d'accompagnement fermement dénoncée et combattue par les syndicats CGT et CGTFO.

Les juristes des syndicats, comme quiconque sait lire les textes de loi, estiment que la référence explicite au statut du personnel relève du décret et non de loi et qu'en tout état de cause cela ne changerait strictement rien dans la mesure où la rédaction actuelle veut dire strictement la même chose: «*le statut juridique auquel est soumis le personnel reste inchangé*». Comme à EDF, Air France, le statut du personnel n'est pas immédiatement abrogé et il n'est pas utile d'enfoncer des portes ouvertes en demandant la référence explicite dans la loi de ce qui relève du décret. A moins que se prépare comme à EDF une opération où la CGT a revendiqué avec «*succès*» que figure dans le préambule de la loi le maintien du statut du personnel. La boucle est donc bouclée. Le parallèle est intéressant car comme à EDF, la CGT revendique que la S.A. ait une dotation en capital plus importante, accélérant de fait l'ouverture du capital, tout en criant victoire sur le maintien du statut!

Et les menaces planent contre la CGT-FO qui a osé publier la version du projet de loi présentée par le directeur général lors d'une commission économique du comité d'entreprise et dérangé l'ordre établi et rompu la loi du silence.

Cela suffira-t-il à désintoxiquer le personnel ADP?... Le mal est fait mais le président est rassurant: les administrateurs «*collaboreront*» à la rédaction du décret d'application de la loi. Voilà comment se met en place l'ordre corporatiste préparant la mutation des sociétés en S.A.E., sociétés anonymes européennes dans lesquelles les administrateurs représentant l'actionariat ouvrier touchent des «*jetons de présence*» équivalent parfois à des salaires de ministres. Attendons-nous à ce que messieurs les administrateurs soient grassement remerciés sous forme de promotion pour avoir caché au personnel leur devenir. Mais le jour où les travailleurs en rage pendront les patrons, seront-ils pendus à leurs côtés?

Greg EINSTEIL.

CONFÉRENCE DANS LES LOCAUX DU CERMTRI

(Centre de Recherche sur les Mouvements Trotkystes et Révolutionnaires)

28, rue des Petites Écuries Paris 10ème - Métro Château d'Eau - 9 octobre 2004 - 14 h 30.

Alexandre HEBERT et Jo SALAMERO présenteront:

«L'Anarcho-Syndicaliste, des anarchistes dans la lutte des classes de 1960 à aujourd'hui».

Textes présentés par Christophe BITAUD - Préface d'Alexandre HEBERT, Postface de Jo SALAMERO. Il s'agit d'un recueil de 44 articles parus dans «L'Anarcho-Syndicaliste» (Journal de l'Union des Anarcho-Syndicalistes - UAS) de 1960 à 2002. Il illustre le rôle des militants de l'UAS dans la lutte des classes, dans la défense de l'indépendance syndicale. La lecture de cet ouvrage est source d'enseignements pour les historiens et les militants ouvriers. Les premiers y trouveront l'essentiel pour retracer l'histoire d'un courant du mouvement ouvrier qui a incontestablement marqué son époque ne serait-ce qu'au travers de la naissance et du développement de la CGT-FORCE OUVRIERE. Quant aux seconds, ils pourront confronter leurs points de vue avec ceux des auteurs sur l'internationalisme, la laïcité, l'indépendance syndicale ... Ce sera sans doute l'un des enjeux de cette conférence organisée par le CERMTRI, car c'est du libre débat, de la confrontation des idées dans le cadre de la démocratie ouvrière que peut naître une action féconde impliquant les différents courants historiques du mouvement ouvrier.

EN VRAC...

FAUT-IL SAUVER LA PLANÈTE?

Tout ça dégouline sur les écrans de télé et dans les postes de radio, on en bourre le crâne des chiards dès la maternelle et tous ces pervers polymorphes manipulés nous cassent les bonbons avec toujours le même refrain: y faut sauver la planète! y faut sauver la planète! y faut sauver la planète! Y a pas besoin d'être ultra-performant en astrophysique pour savoir que la planète, sauf catastrophe intergalactique imprévisible aujourd'hui en a pour quatre à cinq milliards d'années à demeurer peinarde avant d'être absorbée par son soleil transformé momentanément en étoile géante. Ce qu'il faut peut-être sauver (???), c'est la biosphère cette moisissure épaisse d'environ trente kilomètres, à la surface de la planète, dans laquelle les humains ont installé leur niche écologique. Confondre la partie et le tout, cela a un nom en rhétorique, que j'ai oublié, peut-être «*métonymie*» mais c'est pas sûr et on s'en fout, de toute manière confondre la partie et le tout signifie qu'on ne connaît pas grand chose à ce dont on parle. J'aime pas les enfants, mais je déteste encore plus les enseignants imbéciles qui leur racontent n'importe quoi en croyant bien faire et les transforment en petits merdeux convaincus que l'histoire commence le jour de leur naissance. Y-a-t-il pire que la bien pensance?

POÉSIE ET RELIGION

En léchant la vitrine de ma librairie préférée, m'est tombé sous les yeux une «*Anthologie de la poésie religieuse française*» (Gallimard, format poche, 7€ et des poussières) dont, par courtoisie, je tairai le nom de l'auteur. C'est pas d'aujourd'hui: premier «*copyright*» de 1943, réédition en 1997. En 1943, il était de bon ton d'essayer de faire croire qu'il pouvait y avoir de la poésie dans la religion. Maréchal, nous voilà! Allons z'y voir de plus près. On y trouve des auteurs de talent, Rutebeuf, Marguerite de Navarre, Clément Marot, Joachim du Bellay, d'Aubigné, etc... tous noyés dans une palanquée d'illustres inconnus pissant des vers d'agenouillés, et ce pauvre Villon et sa «*Ballade des pendus*», de la poésie religieuse!!! Horreur!!! Toute honte bue, l'auteur gomme qu'à cette époque, où régnait impunément le totalitarisme chrétien, il était prudent de faire du «*réalisme catholique*» comme, quelques siècles plus tard, d'autres durent faire du «*réalisme socialiste*». Certes, en ce temps, les poètes ne risquaient pas le goulag, tout au plus Montfaucon...ou le bûcher!

Plus tard, Lamartine montre qu'il eut parfois une inspiration déliquescence. Puis c'est Chartes Péguy (et ses vers de mirliton), ce chien qui fut dreyfusard avant de retourner à son vomissement clérical. Et la réédition se termine par Claudel, comme si les éructations métaphysiques de cette enflure relevaient plus de l'esthétique que de la psychiatrie. Et tout ça fait de la très mauvaise littérature. En revanche, et peut-être parce que l'époque ne s'y prêtait pas, l'auteur nous a privé de ces jolis moments d'érotisme divin que connaissent bien les initiés: les hurlements de jouissance des saintes pucelles mystiques qui décrivent avec impudeur l'instant où elles se sentent pénétrées par le «*seigneur*». Dommage, on aurait pu rigoler un peu.

NOUVELLES DU FRONT

Entendu un matin sur France-Inter, d'un chroniqueur politique britannique: «*Monsieur Tony Blair est un illuminé qui croit dialoguer avec Dieu*». Ils nous les brisent, tous ces mystiques qui veulent nous gouverner. S'ils pouvaient s'enfermer dans un monastère!!! Malheureusement, ce sont des mystiques qui ont le goût du pouvoir... et le pouvoir rend fou, encore plus fou qu'il faut déjà l'être pour être mystique. Or, les hôpitaux psychiatriques ne veulent pas d'eux.

Selon un spécialiste de la tectonique des plaques, du fait du rapprochement des plaques Afrique et Europe, dans cinquante millions d'années la Corse aura disparu. Youpi! On sera enfin débarrassés de ces barbares. Dommage que l'auteur ne dise rien du pays basque et de la Bretagne. Nul n'est parfait.

Vive les Verts! Pour une fois j'suis d'accord avec ces minables qui revendiquent, à juste titre, l'affichage de la contenance en OGM des produits alimentaires. Figurez-vous que je brûle d'envie de bouffer des OGM et que j'y arrive pas. On m'interdit joyeusement d'exprimer ma liberté de cobaye volontaire. C'est insupportable! C'est le goulag! C'est Guantanamo!

Le pèlerin se fait radin. Malgré environ, paraît-il mais c'est probablement très optimiste, trois cents mille curieux et malades mentaux croyant venir s'y faire soigner, la descension à Lourdes du sacré parkinsonien aurait engendré un sacré déficit de plus d'un million d'euros. Jean Polski ferait-il moins recette? A nous de faire la chasse aux subventions illicites que les arnaqueurs cléricaux vont essayer d'extorquer aux collectivités locales pour boucher ce sacré trou.

Démocratie à cliquet. Un bon copain rencontré au Congrès de la Libre Pensée m'a glissé dans le creux de l'oreille une idée que je m'empresse de lui piquer, sans aucune vergogne; ce que l'Europe meridique du fric et des cléricaux entend par «*démocratie*» n'est que de la «*démocratie à cliquet*», déjà expérimentée au Danemark et en Irlande. On fait voter les populations pour qu'elles approuvent les structures centralisatrices cogitées à Bruxelles(...et au Vatican) et si, elles votent «*non*» on les refait voter jusqu'à ce qu'elles votent «*oui*». Ensuite, on ne vote plus sur ce sujet. C'est ce qui nous attend l'année prochaine à propos de la Constitution Européenne. En fait, pour affiner le concept, disons qu'il s'agit de «*démocratie totalitaire à cliquet*». Puisqu'ils n'osent pas encore ne pas faire voter, vous savez ce qu'il vous reste à faire: voter... et voter non à cette chienlit.

Marc PRÉVÔTEL.

Christophe BITAUD: «*Elie May (1842-1930) Communard et Franc-Maçonn*».

Préfaces d'Alain Pozamik. Grand Maître de la Grande Loge de France et Christian Eyschen de la Libre Pensée.

Il vécut la Commune de Paris, l'exil, la révolte du prolétariat américain, il rencontra Varlin, Guesde, Jaurès, Camélinat, il fut révolutionnaire puis réformiste, syndicaliste et libre penseur, joaillier avant d'être journaliste à «*l'Humanité*». Il fut un témoin et un acteur du mouvement ouvrier français et international. Pendant deux générations (dont 10 années de présidence, il a donné à sa loge maçonnique une indéniable coloration sociale, avec une sincérité et une pugnacité qui inspirent le respect. Un tel personnage mérite d'être mieux connu. Biographie de 110 pages, (à paraître fin 2004).

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 numéros: 25 euros. Abonnement de soutien: 35 euros.
Verser à: Mme PESTEL-HEBERT - CCP 515-14 C Nantes
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Directeur de publication: Alexandre HEBERT
